

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 10 DECEMBRE 2019**

JP/VF

**OBJET : II-2 MISE EN PLACE ACCORD CADRE – REDACTION DES ACTES ADMINISTRATIFS ET DE PUBLICATION FONCIERE**

L'an deux mille dix-neuf, le dix du mois de décembre à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

Étaient absents :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Christian FAUGIER

**OBJET : II-2 MISE EN PLACE ACCORD CADRE – REDACTION DES ACTES ADMINISTRATIFS ET DE PUBLICATION FONCIERE**

En janvier 2019, le SEBA a décidé de lancer une consultation auprès de prestataires extérieurs pour la rédaction des actes administratifs et de publication foncière afin de soulager le service foncier du SEBA, lequel doit faire face notamment aux obligations de maîtrise foncière dans le cadre de la régularisation des périmètres de protection des captages, et doit par ailleurs procéder à de nombreuses acquisitions, cessions de terrains et régularisations de servitudes de passage de canalisations en terrain privé, concernant notamment les délaissés de l'ancienne voie ferrée, les terrains d'assiette et accès des ouvrages du SEBA, les régularisations foncières avec le Département, les communes ou communautés de communes, les groupements forestiers etc. Certains dossiers peuvent concerner plus d'une centaine de parcelles et nécessitent au préalable un travail conséquent de recherches et d'échanges avec les services de l'Etat, les notaires et d'autres intervenants extérieurs tels que les cabinets de géomètres.

Il s'avère que l'activité actuelle du service ne permet plus de respecter le cadre financier du marché en cours. Pour exemple, pour les seules acquisitions urgentes à venir, le montant estimé des frais de rédaction des actes s'élève à 57 740,00 euros et la liste n'est pas close.

Aussi, il est nécessaire de procéder à l'établissement d'un nouvel accord-cadre afin de permettre au service foncier de mener à terme et dans les temps impartis les procédures en cours et à venir.

Cette consultation est proposée en procédure adaptée ouverte, sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires (2 maxi), pour une durée de 2 ans renouvelable 2 fois 1 an, et pour un montant global maximum de 100 000 € HT :

1ère période : 50 000,00 €

2ème période : 20 000,00 €

3ème période : 15 000,00 €

4ème période : 15 000,00 €

L'attribution des bons de commandes s'effectuerait au gré des besoins du service.

Les missions du prestataire pourraient se décliner de la manière suivante :

- Rédaction des actes (mise en forme, formule de publication, recherche effets relatifs et origines de propriété),
- Publication ordonnance d'expropriation,
- Publication arrêtés préfectoraux,
- Demandes de renseignements au SPF,
- Demandes de copies de titres de propriété au SPF,
- Demandes d'actes (naissance, mariage, décès...),
- Demande auprès du greffe des tribunaux (extraits Kbis, statuts...),
- Assistance juridique,
- Contrôle sur le terrain.

Les critères de jugement suivants proposés sont les suivants :

- Prix : 40%
- Valeur technique : note méthodologique, délai d'exécution, moyens mise en œuvre : 40%
- Références sur une période de 3 ans d'actes correspondant aux besoins identifiés et des maîtres d'ouvrages avec lesquels le(s) candidat(s) a (ont) collaboré : 20%

Le bureau syndical est appelé à :

- Adopter ces propositions,
- Engager le programme, dans la limite de l'économie proposée en utilisant les principes relatifs aux marchés publics établis par délibération du comité syndical du 3 juillet 2017,
- Décider du mode de dévolution par accord-cadre à bons de commande selon une procédure adaptée,
- Fixer, les critères suivants :
  - o prix : pondération 40 %,
  - o valeur technique de l'offre : pondération 40 %,
  - o Références sur une période de 3 ans : pondération 20%,
- Donner délégation au président pour signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL